

Jean-Pierre Sueur a posé une question à Claude Guéant, ministre de l'intérieur le jeudi 28 avril lors de la séance des questions d'actualité sur la politique d'immigration. Il a rappelé que 200 000 réfugiés de Lybie avaient été accueillis en Tunisie. Il a demandé que l'on mette cela en perspective avec les Tunisiens qui arrivent en France et en Europe. « La Tunisie a retrouvé la liberté, votre gouvernement a salué cela, certes avec retard, mais aujourd'hui, la meilleure façon d'agir, ce n'est pas la stigmatisation, c'est la coopération positive ».

Il a dit que dans l'immédiat « *la France doit dire autre chose que d'annoncer le retour à la mer d'êtres humains qui traversent la Méditerranée au péril de leur vie. La responsabilité n'exclut pas la fraternité. Je fais référence à ce qu'a dit Bertrand Delanoë, maire de Paris* ».

Il a indiqué que la réponse était au plan européen : « *Défaire les accords de Schengen, s'enfoncer dans des logiques de forteresse, c'est au contraire commencer à défaire l'Europe* ». La France doit au contraire « *prendre des initiatives pour conforter la logique de Schengen et pour mettre en œuvre une politique européenne de l'immigration, de l'accueil de ceux qui doivent être accueillis, de coopération, de soutien très actif au développement de la Tunisie et des autres pays qui recouvrent souvent, hélas dans le sang, les chemins de la liberté. Quelles initiatives fortes le gouvernement compte-t-il prendre à ce sujet ?* ».

Jean-Pierre Sueur prend note de ce que Claude Guéant a dit dans sa réponse que le Gouvernement français était attaché au maintien des accords de Schengen. Il regrette qu'il ne lui ait pas répondu précisément ni positivement sur la question de l'accueil en France des Tunisiens et sur les initiatives que la France peut prendre avec l'Europe pour aider au développement de la Tunisie et des pays du Sud de la Méditerranée qui recouvrent la liberté.

.